

QUESTIONS À ABDOULAYE HARISSOU

NOTAIRE CRÉATEUR D'UN TITRE DE MICROPROPRIÉTÉ FONCIÈRE

«Une garantie juridique pour l'accès à la terre»



Abdoulaye Harissou, notaire diplômé en droit des affaires de l'université de Yaoundé au Cameroun, est à l'origine du Titre de propriété foncière simplifié et sécurisé (TSS), déjà appliqué à Madagascar et au Vietnam.

► **Quel rapport entretient-on avec la terre en Afrique ?**

La terre est considérée comme un bien sacré appartenant à la collectivité et non à un individu. En Afrique, 60 à 90% des terres n'ont pas de titres. Les cultivateurs délimitent les espaces naturellement, par des arbres, des ruisseaux et même des touffes d'herbes. Tant que la parole donnée était respectée, cela ne créait aucun problème. Maintenant que l'argent a perverti les mœurs, c'est une source permanente de conflits.

► **Qu'apporterait un titre de micropropriété aux populations ?**

Aujourd'hui, la Terre compte 7 milliards d'hommes, d'ici à 2050, nous serons près de 9 milliards. Avec l'accroissement de la population, la sécurisation foncière est au cœur des enjeux mondiaux. La masse populaire pauvre et démunie étant la grande majorité de cette population, le titre de micropropriété apporte une garantie juridique pour sécuriser l'accès à la terre et sortir de la précarité et de l'informel. Son titulaire peut en disposer comme il l'entend, le donner en garantie pour obtenir des crédits, par exemple. En cela, le foncier peut devenir un levier formidable de développement.

► **Dans quelle mesure le Titre simplifié sécurisé peut-il permettre de lutter contre l'accaparement des terres ?**

Le TSS n'est pas une chimère. C'est un document officiel que chaque citoyen peut obtenir, pour 70 euros maximum et en moins de six mois, pour certifier la propriété de son lopin de terre, de sa case, de sa plantation ou de son domaine d'élevage. C'est un titre de micropropriété et non une sous-propriété. Le droit de propriété que confère le TSS affranchit son titulaire des aléas d'expropriation abusive de l'Etat et du diktat de l'administration. Par conséquent, ces terres seront plus difficiles à accaparer que celles faisant partie du domaine national.

► **A quel périmètre peut s'étendre cette proposition ?**

Elle concerne d'abord et surtout les pays du tiers-monde qui en ont besoin : l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie. C'est sur ces continents que travaille le groupe de travail Titremet, créé par l'Union internationale du notariat que je préside. Pour l'Afrique, nous avons une approche régionale d'abord, internationale ensuite : faire une loi type de TSS en Afrique, puis adaptable et exportable, ailleurs.

Recueilli par ANNE FERUGLIO (Reporters d'espairs)

PHOTO ABDOU DIOURI

«La Terre, un droit humain», d'Abdoulaye Harissou. Préface de Jacques Chirac et Abdou Diouf. Editions Dunod, 224 pp., 23 €.

INDE L'association Mobile Creches propose d'accueillir les enfants d'ouvriers itinérants au sein de structures adaptées, mises en place sur le site même du chantier. Jusqu'alors, les enfants restaient souvent livrés à eux-mêmes, obligeant les plus âgés à endosser le rôle de parents, au détriment, bien souvent, de leur scolarité. Désormais, le temps que durent les travaux, ils bénéficient de trois repas par jour, d'un suivi éducatif et un médecin assure une visite toutes les deux semaines. A ce jour, 500 structures d'accueil mobiles ont été créées en Inde, qui ont accueilli plus de 650 000 enfants et ont formé plus de 5000 éducateurs.

ARGENTINE Une association de riverains de la province de Buenos Aires a développé un nouveau concept : la communauté éducative à gestion sociale. Cette école, appelée *Creciendo Juntos* («grandir ensemble»), se revendique comme n'étant ni publique (programme d'Etat) ni privée (financement par l'Eglise), mais sociale. Toutes les dépenses d'entretien de l'école, nourriture, électricité, bâti... sont entièrement à la charge de la communauté éducative, seuls les salaires des enseignants sont versés par l'Etat. Pour promouvoir l'égalité des chances, les droits d'inscription sont modiques, 35 pesos (environ 6,20 euros), et fonction des revenus.



Près de 600 enfants sont suivis chaque semaine par les agents de l'association dans la capitale malienne. PHOTO PESINET

A Bamako, la santé est au bout du fil

SOLIDARITÉ L'association Pesinet fait de la prévention pour réduire les risques de mortalité juvénile, par un suivi médical via le réseau mobile.

Au Mali, 1 enfant sur 5 meurt avant l'âge de 5 ans. Près de 70% des décès sont dus aux complications de maladies bénignes. «Les familles ne se rendent pas chez le médecin chaque fois que l'enfant est malade. On essaye d'abord de le soigner avec la médecine traditionnelle et après, il est souvent trop tard», explique le docteur Siaka Sako, qui pratique à Bamako, la capitale. Proximité. L'association française Pesinet a mis en place un programme de prévention qui combine la téléphonie mobile et le travail d'agents de proximité, recrutés au sein de la population puis formés par l'association. Depuis octobre 2008, dans le quartier de Bamako-Coura, les 600 enfants des familles inscrites au programme sont suivis chaque semaine.

«L'examen sanitaire s'effectue aussi bien à la maison que dans des endroits de la vie de tous les jours, où l'agent peut trouver facilement les familles. Après avoir pesé les enfants, les agents entrent dans l'application de leur portable toutes les informations utiles à leur suivi : poids, température et éventuels symptômes (fièvre, toux, diarrhées). Ils précisent également si l'enfant est encore nourri au sein», détaille Anne Roos-Weil, directrice et fondatrice de Pesinet.

Les informations sont envoyées via le réseau mobile à la base de données sécurisée des équipes médicales du centre de santé communautaire le plus proche. Anne Roos-Weil a voulu que le système soit le plus simple possible : «Les informations sont représentées sous forme de courbes. Lorsque le médecin détecte une anomalie et juge qu'un enfant doit venir le consulter, il en informe l'agent

de santé en l'indiquant dans l'interface Web.» Il peut alors prévenir la famille le jour même. Pour les abonnés, les consultations sont gratuites et les médicaments vendus à moitié prix. Pesinet fonctionne en cela comme une petite mutuelle : l'abonnement mensuel est de 500 francs CFA, soit moins de 1 euro – l'équivalent de deux baguettes de pain ou d'un kilo d'oignons.

«On va chercher les gens directement à domicile et c'est pour cela que ça fonctionne.»

Docteur Siaka Sako

Le docteur Siaka Sako juge le dispositif «très intéressant, facile à utiliser et vraiment précieux pour nous, médecins. J'ai beaucoup plus de consultations maintenant. On va chercher les gens directement à domicile et c'est pour cela que ça fonctionne. Il est certain que cela a permis d'éviter des complications et même de sauver des enfants».

Santé publique. Au Mali, l'utilisation du téléphone portable constitue un enjeu de santé publique. Comme dans tous les pays pauvres où l'accès à Internet demeure limité, les technologies de la téléphonie mobile sont en plein essor : en 2011, sur les 5 milliards d'abonnés à un opérateur dans le monde, 3,84 milliards sont issus d'un pays en voie de développement.

CÉCILE CAILLEZ (Reporters d'espairs)



INITIATIVE UNE JEUNE DIPLÔMÉE SE LANCE DANS LA CONFECTION HUMANITAIRE

Le manteau-duvet qui vêt les SDF américains

A Detroit (Michigan), 20 000 sans-abri dorment dans l'un des 64 000 vestiges de l'ancienne cité industrielle : usines délabrées, immeubles de bureaux à l'abandon... Michelle, la quarantaine, a passé deux ans dans un foyer d'accueil. C'est la première à porter le manteau-duvet imaginé par Veronika Scott, 22 ans, diplômée en arts appliqués. Pendant cinq mois, trois jours

par semaine, Veronika quitte le College for Creative Studies de Detroit pour se rendre dans un foyer, où elle peaufine son Element S(urvival) Coat : «Les sans-abri ont accompagné chaque étape du projet et ont essayé chacun des quatre prototypes. Aujourd'hui, ce sont elles qui le fabriquent.» Réalisés dans des couvertures de laine et doublé par un matériau fin comme du papier, plus

connu pour améliorer les performances énergétiques dans le bâtiment, le manteau se porte et s'étale pour former un sac de couchage qui se replie comme un baluchon. Veronika a aussi créé The Empowerment Plan, entreprise d'insertion qui héberge, salarie et forme à la couture des femmes SDF pour réaliser les 1000 premiers modèles à distribuer d'urgence.